



LA FEDERATION COMMUNIQUE

MSA

DES LARMES DE CROCODILE

Les Conventions d'objectifs de gestion (Cog) délétères se succèdent à la Msa, et à chaque fois le même scénario se répète, le patronat agricole les valide, les signe, et accompagne la casse de notre régime agricole. Dans une opération d'enfumage caractérisé, la technostructure et le patronat par des discours condescendants et moralisants, ont exposé le bien-fondé de cette convention, qui signifie un nouveau tour de vis pour notre protection sociale.

C'est un nouveau plan social à la Msa. Avec plus de 700 Etp supprimés, celle-ci organise une nouvelle baisse massive des effectifs et ce sont d'autres suppressions d'emplois qui se profilent. Les affiliés en pâtissent à nouveau.

On nous parle de moyens financiers conservés. Mais comment y croire, alors que 25 % ont déjà été supprimés lors de la dernière convention ?

Sous l'effet de l'inflation, les moyens réels continueront de diminuer. Derrière un budget présenté comme stable, la réalité est toute autre, la Msa aura moins de ressources pour fonctionner correctement et répondre aux besoins des affiliés. Comme elle l'a toujours fait, la fédération s'oppose à cette nouvelle saignée et porte d'autres ambitions pour la reconquête de notre Sécurité sociale.

Notre fédération alerte sur le retrait d'une partie du Fonds national d'action sanitaire et sociale dédiée à l'enfance. Ce budget sera transféré à la Caisse nationale des allocations familiales. Ce choix n'est pas anodin, il marque une nouvelle étape dans le transfert progressif des missions de la Msa vers le régime général. Si les dirigeants agricoles veulent la mort de la Msa, qu'ils le disent. Ils visent avant tout la Sécurité sociale, ce qui est leur fonds de commerce depuis 1946.

Et pourtant, le budget consacré à l'informatique, lui, a bien été accordé. Mais pour quoi faire ? Est-ce pour remettre en état un système informatique déjà gravement défaillant ? Est-ce pour aligner les outils numériques de la Msa sur ceux du régime général ? Est-ce pour préparer de nouveaux transferts de mutualisation ? Ou encore pour développer des outils d'intelligence artificielle destinés à contrôler davantage les plus précaires, au lieu de leur garantir l'accès à leurs droits ? Ces questions méritent d'être posées.

Mais l'informatique n'est qu'un des leviers de cette réorganisation. La concentration serait renforcée, y compris sur les fonctions supports, avec des cahiers des charges opposables, des outils communs et des indicateurs « harmonisés ». Derrière ces mots techniques, c'est bien une nouvelle étape dans l'alignement de la Msa sur le régime général qui se prépare, ainsi qu'une future fusion des caisses locales. Ce que la Cgt, souvent dans l'unité des élus salariés des caisses, a toujours combattu.

Face à cette nouvelle attaque contre notre régime agricole de Sécurité sociale, les élus de notre fédération ont exprimé son rejet ferme en votant contre.

La technostructure et le patronat agricole avancent main dans la main avec le gouvernement.

Cette bataille n'est pas finie, elle se poursuit ! La Cgt continuera à lutter pour reconquérir une Sécurité sociale intégrale. Tous ensemble pour l'avenir de notre régime agricole de Sécurité sociale, son guichet unique et sa mission de service public au plus près des territoires. La Msa, ses salariés et affiliés méritent autre chose que des larmes de crocodile.

Montreuil, le 1^{er} juillet 2026